

Compte rendu du CTSD du 20 mars 2017

Présents :

Administration : Philippe SENNEPIN (IEN), Yamina YESSAD-BLOT (IEN), Véronique DUPIN (IEN), Alice GARCIA (DIMOS), Gilles DUMONT (SG), Nathalie LAFAYE (DIMOS), Pascale NIQUET (IA-DASEN)

Représentants du personnel :

FSU : Luc MARQUES, Alain FAVIERE, Stéphanie DURAND, Fabrice COUEGNAS, Stéphane PICOUT, Fanny TISSANDIER, Julien COLOMBEAU, Sandrine GORGEON

UNSA Education : Pierre GAUTRET, Didier DENIS

L'IA ouvre la séance à 10h05. Fin de séance à 13h45.

L'UNSA lit une déclaration.

La FSU lit la déclaration ci-dessous :

Madame L'Inspectrice d'Académie,

Le 10 mars, lors du Comité Technique Spécial Départemental, vous nous avez présenté votre carte scolaire pour la rentrée 2017 sur la base de 591 emplois prévoyant 20 fermetures de classes pour aucune création "ordinaire", y compris pour les écoles dans lesquelles vous reconnaissez que les effectifs nécessitent l'attribution d'un emploi, alors même que le département ne perd pas d'emploi. Ainsi, en essayant de duper personnels, usagers et élus, vous avez utilisé la crise du remplacement à laquelle votre carte scolaire ne répond que très partiellement pour justifier l'injustifiable, crise que nous avons d'ailleurs annoncée avant même la rentrée 2016.

Vous nous avez également indiqué que cette carte scolaire avait été construite dans la concertation, notamment avec les élus. Ceux qui ont appris la veille voire le matin même du comité technique la fermeture d'une classe sur leur commune ont apprécié, comme nous avons eu maintes fois l'occasion de le dénoncer, votre sens du dialogue social et de la concertation. Ne parlons même pas de ceux à qui vous ne l'avez jamais annoncée...

La mobilisation des acteurs de l'école, parents/personnels/élus, qui s'étend bien au delà des seules écoles touchées, montre à quel point votre gestion des emplois du département, vos propositions et plus généralement votre discours sur l'école creusoise sont rejetés. Rarement, pour ne pas dire jamais, dans un contexte de maintien des emplois, une proposition de carte scolaire n'aura reçu une telle opposition.

Face à une telle situation, il est urgent de changer votre gestion du département. Nous attendons de ce CTSD qu'il soit enfin le retour à un dialogue social constructif, prenant en compte l'expertise et la connaissance du terrain des délégués du personnel. A cette fin, nous espérons :

- avoir une explication claire sur le volume d'emplois dédiés aux écoles du département : pourquoi le ministère annonce 588 ETP dans son bilan de rentrée ? Pourquoi le Rectorat mentionne -9 postes pour la carte scolaire 2015? Ce sont ici autant d'indices qui laissent penser que les 5 postes prétendument accordés pour la mise en œuvre du protocole n'ont jamais été attribués.... Par ailleurs, vous budgetez 0,8 ETP pour le passage de 1/4 à 1/3 des décharges de maîtres formateurs alors qu'ils sont déjà dans la nomenclature, sans jamais avoir été notifiés en carte scolaire : nous voulons des explications. Enfin, nous attendons la réponse que vous n'avez pas pu nous donner quant au poste CASNAV mission académique financé cette année par la Creuse suite à la mutation du personnel qui l'occupait...

- dégager un projet partagé pour l'école dans le département : l'école ne peut se satisfaire des ajustements que vous promettez dans l'urgence et n'avez que très rarement les moyens d'engager véritablement... La priorité ne peut être d'assurer le service après vente de la communication ministérielle ou de garantir des intérêts personnels mais bien de créer les conditions nécessaires pour assurer la réussite de tous les élèves !

Nous espérons donc que les 8 jours qui se sont écoulés vous auront permis d'entendre, sous toutes les formes, les aspirations des usagers, personnels et élus. Vous ne pouvez y rester sourde ! L'École est un investissement pour l'Avenir. La Réussite de tous les élèves doit être notre ambition partagée mais elle nécessite, au-delà de l'engagement quotidien des enseignants, des parents et des élus, des moyens à la hauteur des besoins et leur utilisation juste et concertée : à l'Etat aujourd'hui de tenir ses engagements !

L'IA demande une suspension de séance à 10h18 sans donner d'explications ! Reprise à 10h50.

L'IA rappelle quelques éléments de contexte : l'Académie de Limoges est une académie rurale qui perd des élèves cette année. Le Recteur a eu 15 emplois. Les trois départements, à part les centres urbains de Limoges, Brive et Ussel sont ruraux... Elle parle aussi de la Nièvre qu'elle connaît bien et juge « comme la Creuse, plus près de Paris ». L'IA rappelle que l'indicateur pris en compte pour l'attribution des emplois est le P/E (nombre d'enseignants pour 100 élèves). A ce jour l'enveloppe est de 591 emplois, l'IA considère que le département est bien doté. "Moi j'aime la cohérence, ma détermination est de renforcer la brigade de remplacement." L'IA indique que dans son premier projet de carte scolaire, les brigades répondaient au quantitatif et les PDMQDC au qualitatif.

1. Préparation de la rentrée scolaire 2017 :

L'IA-DASEN précise le contexte départemental (nombre d'écoles, nombre de classes, nombre d'élèves, type d'écoles, taux d'encadrement...).

L'IA indique qu'elle n'a pas touché à différentes écoles rurales hyper isolées comme Dontreix, Flayat, le Monteil au Vicomte, Lussat ou Sannat et qu'elle ne touchera donc pas à Cheniers.

Pour les cas où il y avait deux fermetures pour abonder la brigade et pour le PDMQDC, il n'y aura qu'une fermeture pour la brigade (Dun le Palestel, bassin scolaire de Boussac).

L'IA précise qu'il n'y aura pas de postes supprimés quand les effectifs sont supérieurs ou égaux aux effectifs de l'éducation prioritaire au niveau national (23 élèves en moyenne) et dont la répartition pédagogique hypothétique pourrait donner une classe à 3 niveaux.

Le poste dédié à la classe passerelle est conservé dans le nouveau projet : 0,5 matin dans la classe TPS/PS, 0,25 pour l'école à définir.

La régularisation de l'ULIS à St Vaury est conservée.

Il y a potentiellement le besoin d'une ULIS dans le département dans un cadre normal. "Ià le cadre n'est pas normal il est assez surréaliste". L'ULIS n'ouvrira qu'à la rentrée en fonction des besoins identifiés mais on ne sait toujours pas où !

Toutes les autres mesures seront effectuées à la rentrée après comptage si besoin.

Sandrine GORGEON répond à l'IA concernant le contexte : la seule prise en compte du P/E pour un département rural voire hyper rural ne correspond en rien aux besoins du territoire. Les représentants du personnel sont en instance pour porter la voix des enseignants du département et faire remonter les besoins réels du terrain. Pour preuve les problèmes de remplacement annoncés par la FSU depuis la dernière carte scolaire.

Fabrice COUEGNAS répond que les syndicats n'ont pas été associés aux discussions concernant le protocole. En ce qui concerne les réunions, le SNUipp-FSU23 ainsi que les parents d'élèves, ont été refoulés à chaque réunion de secteur pour les élus.

Les statistiques académiques sont très claires : le département de la Creuse est hyper rural, bien loin devant les deux autres départements de l'Académie. Fabrice COUEGNAS précise qu'on ne peut amalgamer les réalités des territoires des 3 départements de l'académie. Idem pour le pourcentage d'élèves dans les catégories sociales les plus défavorisées.

Pour ce qui est du poste "passerelle" à St Fiel, 107 élèves pour 4 classes appellent d'abord une ouverture de classe et éventuellement un poste fléché pour la première scolarisation.

Pour ce qui est de la cohérence Fabrice COUEGNAS indique que le SNUipp-FSU est favorable à des critères objectifs comme le seuil de 24 élèves annoncés mais que ce "seuil" ne peut se construire que sur une question d'effectifs sans prendre en compte notamment le nombre de niveaux. En ce qui concerne la baisse du nombre d'élèves elle s'élève à environ 500 pour l'académie. Or, on constate que les effectifs du privé ont augmenté dans le même temps de ... 500 élèves ! Il est dommageable pour tous que cette corrélation ne soit pas faite et que l'on ne s'interroge pas sur les causes de cette fuite.

L'IEP d'Aubusson prend la parole pour exprimer son mécontentement quant à l'image renvoyée aux élèves lors des blocages d'écoles notamment en dehors des règles (téléphone inaccessible par le directeur alors que le pays est en état d'urgence par exemple). "Un élu est en contradiction avec ce qu'il représente."

Fabrice COUEGNAS indique que le SNUipp-FSU comprend ce mécontentement car il renvoie à un problème de communication et de gestion des moyens départementaux. Il précise qu'il ne faut pas s'attacher qu'aux conséquences mais bien regarder les causes ensemble afin de les anticiper et de les résoudre.

La DASEN présente son deuxième projet de carte scolaire :

Ouvertures		Fermetures	
Bourganeuf Martin Nadaud	+1	Ahun (de 7 à 6 classes)	-1
Faux la montagne BM	+1	Auzances élémentaire (de 5 à 4 classes)	-1
Le Monteil au Vicomte BM	+1	Bourganeuf Marie Curie (de 5 à 4 classes)	-1
St Victor en marche BM	+1	Crocq élémentaire (de 4 à 3 classes)	-1
RPI Ars/Fourneaux BM	+1	Mérinchal élémentaire (de 3 à 2 classes)	-1
Mérinchal élémentaire BM	+1	Montboucher (de 3 à 2 classes)	-1
Bussière dunoise BM	+1	RPI ARS/Fourneaux (de 3 classes à 2 classes sur 2 écoles)	-1
Chéniers BM	+1	Chéniers (fermeture conditionnelle)	-1
RPI bord st georges/lavaufranche/soumans BM	+1	Dun maternelle (de 2 à 1 classe)	-1
RPI la Celle dunoise BM/ St sulpice le dunois	+1	Dun élémentaire (de 4 à 3 classes)	-1
Auzances élémentaire PDMQDC	+1	Lépaud	-1
Dun le Palestel maternelle PDMQDC	+1	St Priest la Feuille	-1

Boussac élémentaire PDMQDC	+1	Bétête/Châtelus malvaleix	-1
Guéret Guéry PDMQDC	+1	Bord StGeorges/Lavaufranche/Soumans	-1
St Fiel (1ère scolarisation classe passerelle)	+0,75	Boussac bourg/Boussac/ St Silvain bas le roc	-1
St Vaury élémentaire ULIS	+1	Boussac bourg/Boussac/ St Silvain bas le roc	-1
Châtelus Malvaleix ULIS (en cours)	+1	Fresselines/Maison feyne/Villard	-1
La Souterraine RASED maître E	+1	Bussière dunoise	-1
St Quentin la Chabanne BM	+1	RPI la celle dunoise/St sulpice le dunois	-1
Bonnat élémentaire BM	+1	Guéret Guéry	-1
Châtelus Malvaleix BM	+1		
	+8,75		-9
Maintien décharges dun élémentaire	0,25		
Régularisation UEMA	1		
Décharge EMF (passage de 0,25 à 0,33)	0.8		

Suspension de séance à la demande des syndicats : 12h10. Reprise à 12h30.

Fanny TISSANDIER demande quelle est la répartition pédagogique proposée à Ars/Fourneaux.

Les représentants du personnel font remonter les effectifs pour l'école, la DASEN avoue qu'elle a eu des remontées mais refuse de les prendre en compte car les corrections sont arrivées trop tardivement. (Fourneaux PS/MS/GS/CP : 13 ; ARS CE1/CE2/CM1/CM2 : 20 selon la DASEN)

L'IA indique qu'elle fera 9 fermetures indiscutables. "Si ce n'est pas là ce sera ailleurs."

Fanny TISSANDIER demande ce qui justifie le "transfert" entre les écoles de Bourgneuf sachant notamment qu'un projet est en construction sur les classes de CE2/CM1/CM2 qui risque de ne pas voir le jour car les CE2 seront déplacés.

L'IEEN d'Aubusson indique que l'objectif est de créer des écoles de cycles, une de cycle 2 et une de cycle 3. La FSU demande le report de ce transfert à l'année prochaine.

Vote : Contre 9 (FSU+UNSA)

Explication de vote : Si on reconnaît le recul sur certaines fermetures clairement injustes, ces reculs ne correspondent pas tous aux critères objectifs annoncés en début de CTSD et on peut voir des revirements "partisans". Les ouvertures nécessaires ne sont pas mises en œuvre, elles auront certainement lieu à la rentrée, impactant encore une fois les moyens de remplacement et ne permettant pas une préparation sereine de la rentrée. Aucune ouverture n'a été proposé pour la prise en charge de la difficulté scolaire, alors même que les retours de fiches « Santé Sécurité au Travail » montrent que c'est un problème majeur sur le territoire. Il y a a priori un constat partagé sur la Refondation et les moyens insuffisants pour le département pour la mettre en place.

2-Questions diverses :

Enveloppes frais :

Les enveloppes ont été abondées pour les restes à payer et pour les nouvelles enveloppes. Les ordres de mission ont été validés le 8 mars.

BOP 230 (PESA): les ordres de mission ont été validés.

BOP 214 (représentants du personnel): impossibilité de valider les OM et les EF car les enveloppes sont vides.

La FSU fait remarquer qu'en ce qui concerne les PESA les sommes sont très importantes pour des jeunes collègues.

Concernant les directeurs il y a de gros soucis dans le versement des frais pour un stage de direction qui a eu lieu il y a presque un an.

Etat de présence des renforts :

Le SG ne donne pas les présences des renforts, et pour cause...

Décharges de direction :

1 classe : 51,25 jours ont eu lieu en première période.

2-3 classes : 14 jours ont été repoussés dont 8 jours rattrapés à ce jour.

La FSU demande dans quelle catégorie est comptée l'école de La Courtine maternelle sachant qu'elle bénéficie d'un « poste provisoire » depuis la rentrée.

Le SG indique qu'un renfort ne donne pas droit à une décharge supplémentaire.

bilan RASED :

Les IEN indiquent qu'ils demandent ces chiffres lors de la fin d'année uniquement et qu'ils ne sont pas en mesure de les présenter.

Fanny TISSANDIER indique que c'est une demande récurrente du SNUipp-FSU et qui n'a jamais été satisfaite alors même que c'est une présentation obligatoire au Comité Technique.

Fabrice COUEGNAS précise que cette demande est pour réaliser un bilan objectif des RASED, afin notamment de définir les besoins en terme de financement et en terme de moyens humains.

Enseignement de l'allemand :

Aubusson 22 élèves échange de service 2nd degré sur le temps des APC

Bourganeuf : aucun élève inscrit, initiation au C2 par l'enseignante

Guéret Cerclier : 13 élèves PE sur le temps des APC

Guéret Langevin : 10 élèves PE sur le temps des APC

La Souterraine Jules Ferry : 12 élèves PE sur le temps des APC

Les représentants du personnel interviennent car, concernant Bourganeuf, il ne peut y avoir aucun inscrit car les élèves qui ont commencé l'allemand en cycle 2 n'ont pu disparaître.

Contractuels :

5 contractuels ont été recrutés et affectés à la Courtine maternelle, Marie Curie à Bourganeuf, St Sulpice le Dunois, Assolant à Guéret, Villeneuve Aubusson. Ils ont été embauchés entre le 6 février et le 6 mars.

1 poste contractuel sur le BOP 141(second degré) à la SEGPA d'Aubusson.

Luc MARQUES indique que le positionnement des contractuels a été très mal pris par les collègues "sortis" de leur classe dans lesquels ils s'étaient investis.

L'IA indique qu'elle a prévu d'envoyer un courrier à ces personnels.

Sorties scolaires AVS/AESH :

Le SG indique que le service de la DIPER est en train de rédiger un document résumant les possibilités.

Fabrice COUEGNAS indique que l'absence de l'AESH conditionne parfois l'absence de l'élève pour une sortie dépassant les horaires de l'école ou avec nuitée ce qui est regrettable pour ces élèves qui ne participent ainsi pas aux projets de l'école, entraînant une discrimination de fait.

Remplacement :

19 enseignants sont actuellement affectés sur des postes vacants, des mises en situation ou des temps partiels annualisés.

Des précisions seront apportées en CAPD.

Selon l'administration les remplacements sont prévus pour les congés maternité et les temps partiels annualisés qui vont commencer.

Les représentants du personnel demandent combien de personnels sont concernés. L'administration n'en a aucune idée...

Remboursement sur une même journée :

Le SG indique qu'« est pris en compte la distance la plus favorable à l'agent en fonction de la distance entre la résidence administrative et le point le plus éloigné de la suppléance. »

La FSU trouve inadmissible que les agents se déplacent sur leurs deniers personnels pour une partie de leur service.

chs-ct départemental :

La FSU demande un rapport annuel conformément aux règles de fonctionnement du CTSD et du CHS-CTD, notamment afin de mettre en cohérence les difficultés mises en évidence dans les fiches SST et les moyens à mettre en face.

L'IA répond qu'elle prend note...